

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Initiative sur l'or

8

Appliquer l'initiative pour le renvoi

Feuille de signatures annexée!

Signez maintenant et renvoyez-là

Mesures

d'accompagnement 13

Le conseiller national et entrepreneur Peter Spuhler prend position.



Courage civique 15

Les habitants s'opposent au centre de requérants.



Pour plus de sécurité

Près d'un an et demi après l'acceptation de l'initiative sur le renvoi par le peuple et les cantons, on attend toujours le projet de loi d'application de l'article constitutionnel. C'est intolérable. Des représentants de l'UDC ont tenu conférence de presse à Berne pour exiger du Conseil fédéral qu'il respecte la volonté du peuple et cesse de faire traîner les choses.

Le 28 novembre 2010 le peuple et les cantons ont approuvé l'initiative populaire pour le renvoi des étrangers criminels.

Entre-temps, la criminalité étrangère n'a cessé d'augmenter. L'an passé pour la première fois, la majorité des malfaiteurs ayant violé le Code pénal étaient d'origine étrangère. L'augmentation du nombre de délits concerne surtout le brigandage, les cambriolages, les vols et les violations de la législation sur les stupéfiants. Dans quelques villes suisses, le nombre de délits pénaux a littéralement explosé.

L'«initiative de mise en œuvre», que l'UDC est prête à lancer, concerne des délits particulièrement graves (par exemple, assassinat, brigandage, viol, etc.) qui entraînent automatiquement une expulsion immédiate après que le délinquant a purgé sa peine. Une expulsion devra également être ordonnée pour les délits portant gravement atteinte à l'ordre et à la sécurité publics (par exemple, bagarres, violences contre des fonctionnaires, etc.) si l'auteur est récidiviste. Un tel principe de mise en œuvre garantit le strict respect de la volonté populaire.

Page 4

Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch



L'UDC est nécessaire !

Le Parlement et le Conseil fédéral ont glissé à gauche massivement depuis les dernières élections en octobre 2011. Le rôle de l'UDC est plus essentiel que jamais.

Exemple de l'initiative sur le renvoi : le Conseil fédéral reporte encore l'application !

Ce n'est que sous la pression de l'UDC que le Conseil fédéral s'est penché, fin avril, sur la mise en œuvre de cette initiative, soit non moins de 18 mois après son acceptation par le peuple et les cantons. Le Conseil fédéral n'a toutefois pris aucune décision quant à l'ouverture d'une consultation relative à la législation d'application, ce qui est incompréhensible, remettant la question à plus tard.

Le Conseil fédéral fait ainsi encore traîner l'application de l'initiative, alors que tous les faits sont sur la table. Pour l'UDC, cette stratégie de temporisation de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, qui avait promis de respecter la volonté du peuple après la votation, est insupportable. Le Conseil fédéral s'adonne à des jeux de pouvoir politique au détriment de la sécurité des citoyennes et des citoyens. Le projet clé en main de la deuxième initiative populaire pour l'application de l'initiative sur le renvoi, élaboré par notre parti, est prêt. En réalité, il est triste que nous soyons contraints de déposer une initiative d'application, uniquement parce que la ministre de la justice refuse de faire son travail.

Exemple de la politique énergétique : abandon de l'énergie nucléaire sans approvisionnement électrique garanti ?

Annoncé en grande pompe par les partis du centre-gauche et par le Conseil fédéral, « l'abandon » se révèle de plus en plus être une aventure illusoire. Cette politique aura pour conséquence des frais énergétiques supérieurs, des milliards manquants pour le développement du réseau, des exercices de redistribution à large échelle pour la population et les milieux économiques et malgré tout, aucune garantie d'approvisionnement énergétique. Le Conseil fédéral arrive même à la conclusion que le « tournant énergétique » ne pourra se réaliser sans la construction de nouvelles centrales d'envergure. L'UDC a signalé ce point depuis des années. Ni l'énergie renouvelable éolienne et solaire, ni le développement toujours plus difficile dans notre pays de l'énergie hydraulique, ni une efficacité énergétique accrue ne permettront de remplacer les 40 % de l'énergie atomique en temps utile. C'est la raison pour laquelle l'UDC exige une politique énergétique réaliste, garantissant un approvisionnement électrique suffisant, économique, indépendant et sûr. Pour l'obtenir, aucune

option ne doit aujourd'hui être exclue.

Exemple des droits populaires : restriction de la démocratie directe !

Le Conseil des États a accepté, contre la volonté de l'UDC, une motion restreignant le droit d'initiative. À l'avenir, les initiatives populaires qui violent « l'essence des droits fondamentaux constitutionnels » seront déclarées nulles par le Parlement. Le Parlement souhaite en outre que les initiatives populaires fassent l'objet d'un contrôle matériel préalable avant le début de la récolte des signatures. Si une initiative ne réussit pas cet examen, un « avertissement » soulignant que l'initiative est contraire au droit international public devra figurer sur le formulaire de récolte des signatures.

Le Parlement est par ailleurs favorable à l'introduction d'une juridiction constitutionnelle. Celle-ci entraînera une politisation accrue de la justice et privera les citoyens et le Parlement d'une partie de leurs compétences au profit des tribunaux. En fin de compte, les droits populaires s'en trouveront affaiblis et le peuple n'aura plus le dernier mot. Contrairement aux autres partis, l'UDC ne veut pas restreindre les droits populaires mais les renforcer. Elle considère que les traités internationaux importants devraient à l'avenir être ratifiés par le peuple et qu'il appartient au peuple d'élire le Conseil fédéral.

Exemple de l'Europe : le Conseil fédéral s'agenouille devant l'UE

Le summum est atteint dans la politique à l'égard de l'Europe. Le Conseil fédéral vise un large rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE. Pour reprendre ses propres termes, il souhaite établir une « homogénéité » avec l'UE, avec un « espace juridique commun », des « règles les plus uniformes possibles » et propose de fait à l'UE, entre autres, une reprise automatique du droit européen par la Suisse ainsi que de nouvelles instances de contrôle.

Si les propositions du Conseil fédéral étaient suivies, la Suisse renoncerait à sa souveraineté vis-à-vis de l'UE. Pour l'UDC, c'est absolument hors de question. Il n'y a aucune raison de conclure de nouveaux accords avec l'UE si ceux-ci ne sont pas dans l'intérêt commun. De notre point de vue, les seules valeurs suprêmes sont la liberté et la prospérité de la Suisse.

Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

Mieux vaut tard que jamais

En invoquant la clause de sauvegarde, le Conseil fédéral a enfin donné un signal clair, qui confirme que les craintes d'une immigration excessive émises par de larges parts de la population sont justifiées. Seul bémol : la réaction du Conseil fédéral intervient beaucoup trop tard.



par Sylvia Flückiger, conseillère nationale, Schöftland (AG)

Le 18 avril 2012 la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a annoncé dans le cadre d'une conférence de presse que la clause de sauvegarde serait appliquée dès le 1er mai 2012 dans les 8 États membres d'Europe de l'Est. Cette mesure, limitée dans un premier temps à une année, vise à contenir l'immigration en provenance de ces pays.

Cette décision a déjà suscité de vives critiques envers la Suisse au sein de l'UE : certains représentants de l'UE ont ainsi considéré que la Suisse n'avait pas le droit de traiter ces 8 États différemment des autres membres de l'UE,

alors même qu'il en avait été convenu ainsi dans les accords.

La décision du Conseil fédéral a aussi été critiquée par certains milieux politiques suisses, en particulier parce qu'elle n'aurait qu'un effet très limité sur l'immigration et qu'elle risquait en revanche de nuire aux rapports amicaux entre la Suisse et l'Europe. Or les liens amicaux reposent toujours sur la réciprocité et la Suisse n'a pas vraiment été traitée très amicalement par l'UE ces derniers temps.

Il semble par ailleurs étrange que la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga affirme que l'immigration serait fortement axée sur les besoins de l'économie. Elle tente par là même de détourner l'attention du fait qu'en 2011, 31,6 % de tous les immigrants sont arrivés en Suisse par la voie du regroupement familial. Sur près de 142'000 immigrés, cela représente tout de même 45'000 personnes. Et

les plus de 45'000 frontaliers ne sont pas pris en compte.

Le fait est que nous avons des problèmes centraux à résoudre : nous avons perdu le contrôle de l'immigration, de même qu'en ce qui concerne le regroupement familial. Le Conseil fédéral devrait l'admettre une fois pour toutes et résoudre les problèmes, plutôt que de jeter l'argent de nos impôts par les fenêtres.

Si aucune mesure n'est prise, la population suisse atteindra près de 10 millions de personnes d'ici 2035. Les effets se font aujourd'hui déjà ressentir dans tous les domaines. Avec la libre circulation des personnes, nous avons aussi dû nous doter de la loi fédérale sur les marchés publics, avec pour conséquence que ces derniers sont adjugés selon les règles de l'OMC et que nos entreprises se retrouvent de plus en plus souvent perdantes. On assiste à une prolifération des faux indépendants, qui font la vie dure à nos PME. En conséquence, le marché du travail sera désormais régulé, contrôlé et bureaucratisé.

La clause de sauvegarde est appliquée séparément aux deux types d'autorisation de séjour (permis L et B):

Nouvelles autorisations de séjour UE-17/AELE (concernées par la clause de sauvegarde)

Permis B (plus de 12 mois, établi pour 5 ans):

juin 2005 – mai 2006: 15 300 (cont.)
juin 2006 – mai 2007: 15 300 (cont.)
juin 2007 – mai 2008: 94 258
juin 2008 – mai 2009: 59 742
juin 2009 – mai 2010: 47 766
juin 2010 – mai 2011: 53 806
juin 2011 – fév. 2012: 38 612

Permis L (4 à 12 mois

juin 2005 – mai 2006: 95 869
juin 2006 – mai 2007: 112 067
juin 2007 – mai 2008: 61 970
juin 2008 – mai 2009: 56 818
juin 2009 – mai 2010: 51 141
juin 2010 – mai 2011: 77 069
juin 2011 – fév. 2012: 34 795

Source: ODM

Pour l'UDC, il est normal que le Conseil fédéral invoque la clause de sauvegarde concernant les pays d'Europe de l'Est (UE-8). Les rares instruments qui restent encore à disposition de la Suisse pour contrôler l'immigration doivent être utilisés.

La Suisse reste un pays attrayant et exerce un puissant effet d'appel en raison de ses bons salaires et de ses institutions sociales solides. Elle doit par conséquent tout faire pour conserver à l'avenir aussi la plus grande indépendance possible. Une renégociation de la libre circulation des personnes avec l'UE est par conséquent indispensable.

4 Mise en oeuvre

Respecter la volonté du pe

Cédant à la pression exercée par l'UDC, le Conseil fédéral a enfin examiné le 25 avril, pour la première fois, la question de l'application de l'initiative sur le renvoi, acceptée il y a 18 mois déjà par le peuple et les cantons. Ce qui est toutefois incompréhensible est qu'il n'ait, une fois de plus, pris aucune décision quant à l'ouverture d'une procédure de consultation relative aux lois d'application. Il remet celle-ci à une date ultérieure « avant la pause estivale », en évoquant l'élaboration d'une variante supplémentaire. Le Conseil fédéral fait ainsi encore traîner l'application de l'initiative, alors même que tous les faits et toutes les bases de décision sont sur la table. L'UDC exige l'ouverture immédiate de la procédure de consultation sur la base des propositions qu'elle a formulées, qui permettent une application correcte de la volonté populaire.

par Adrian Amstutz, président du groupe

De l'initiative sur le renvoi à l'initiative d'application

Afin de garantir le respect absolu de la volonté populaire, l'UDC a élaboré au cours des derniers mois une nouvelle initiative, qui serait directement applicable dès son acceptation, basée sur l'initiative sur le renvoi acceptée par le peuple et les cantons. Le 28 novembre 2010, ceux-ci ont clairement accepté l'initiative, rejetant tout aussi clairement le contre-projet. Le mandat du peuple est clair et il faut maintenant appliquer l'initiative sur le renvoi et s'écarter des contenus du contreprojet, que cela convienne ou non aux perdants de la votation.

La tactique de temporisation du Conseil fédéral montre clairement que, pour ce projet également, il est plus attentif aux intérêts étrangers qu'à la sécurité des citoyennes et citoyens. On peut s'attendre à ce que la variante du Conseil fédéral ne prévoie pas de renvoi directement basé sur l'infraction commise mais que le tribunal doive avant tout prendre en considération la situation personnelle de l'auteur ainsi que la mesure de la peine. Or c'est justement ce pouvoir d'appréciation des juges que le peuple a clairement

rejeté, après une campagne de votations très animée, au cours de laquelle cette

question a fait l'objet de discussions détaillées. Le peuple a clairement fait savoir qu'il exigeait une sécurité juridique sur cette question. Le peuple veut expulser les meurtriers, les violeurs, les dealers et les cambrioleurs. Un point c'est tout !

L'initiative d'application tient compte de la volonté du peuple

Du point de vue formel, nous pénétrons ici une terre inconnue. Nous devons éventuellement aider cette initiative acceptée par le

Carton rouge

Renvoi impératif et automatique en cas d'infraction grave.

Dans ce type de situation, l'auteur ne se voit pas accorder de deuxième chance, comme l'exige l'initiative sur le renvoi acceptée par le peuple. On sort directement le «carton rouge», autrement dit il doit automatiquement quitter le pays dès la fin de sa peine. Sont notamment concernés par cette règle les meurtriers, les violeurs, les dealers, les escrocs ou les cambrioleurs.



Comme au football! Un délit grave équivaut à une expulsion (carton rouge). Un délit plus léger fera d'abord l'objet d'un avertissement (carton jaune). Deux cartons jaunes conduisent au carton rouge, donc à l'expulsion. Voici ce qu'a présenté Adrian Amstutz devant les médias.

uple !



Lisez les exposés de la conférence de presse du 17 avril 2012 ainsi que le texte de l'**initiative de mise en oeuvre** sur:
www.udc.ch ou www.initiative-pour-le-renvoi.ch

Initiative pour le renvoi



peuple et les cantons à se concrétiser en lançant une nouvelle initiative, si le Conseil fédéral n'agit pas. S'il n'y a aucun autre moyen, l'UDC ne reculera pas devant l'ampleur de la tâche pour imposer le respect de la volonté populaire. Les situations spéciales requièrent des solutions spéciales. C'est la raison pour laquelle le nouveau texte devra être intégré aux dispositions transitoires de la Constitution fédérale, il sera directement applicable et devra être repris sous cette forme dans le droit applicable par le législateur.

L'initiative d'application se base sur l'initiative sur le renvoi et comprend les deux parties suivantes :

Principe du carton rouge : Renvoi impératif et automatique en cas d'infraction grave.

Dans ce type de situation, l'auteur ne se voit pas accorder de deuxième chance, comme l'exige l'initiative sur le renvoi acceptée par le peuple. On sort directement le « carton rouge », autrement dit il doit automatiquement quitter le pays dès la fin de sa peine. Sont notamment concernés par cette règle

les meurtriers, les violeurs, les dealers, les escrocs ou les cambrioleurs.

Principe du carton jaune : Pour les autres infractions, le renvoi est automatique si l'étranger a des antécédents judiciaires. Un étranger condamné à une peine privative de liberté ou à une peine pécuniaire pour une infraction quelconque reçoit ainsi

un « carton jaune ». Il sait alors qu'il sera renvoyé de Suisse s'il retombe dans la délinquance, donc s'il commet une infraction pénale qui porte particulièrement atteinte à l'ordre public et à la sécurité publique, par exemple en participant à une rixe ou en usant de violence envers un fonctionnaire.

Pour l'UDC, cette stratégie de temporisation du Conseil fédéral

et en particulier de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, qui avait promis de respecter la volonté du peuple après la votation, est insupportable. Le Conseil fédéral s'adonne à des jeux de pouvoir politiques au détriment de la sécurité des citoyennes et des citoyens. L'UDC exige l'ouverture immédiate de la procédure de consultation sur la base des propositions qu'elle a soumises, lesquelles permettent une application correcte de la volonté du peuple.

Carton jaune

Pour les autres infractions clairement définies dans l'initiative, le renvoi est automatique si l'étranger a des antécédents judiciaires.

Un étranger condamné à une peine privative de liberté ou à une peine pécuniaire pour une infraction quelconque reçoit ainsi un « carton jaune ». Il sait alors qu'il sera renvoyé de Suisse s'il retombe dans la délinquance, donc s'il commet une infraction pénale qui porte particulièrement atteinte à l'ordre public et à la sécurité publique, par exemple en participant à une rixe ou en usant de violence envers un fonctionnaire.

6 Congrès spécial du parti

Ecole primaire: préparation pratique

Systematiquement centralisée dans les Hautes écoles pédagogiques (HEP), la formation actuelle des enseignants du degré primaire a de toute évidence échoué. Les Hautes écoles pédagogiques ne parviennent pas, beaucoup s'en faut, à répondre aux besoins d'enseignants de l'école primaire. La pénurie d'enseignants ne cesse de se renforcer. La principale cause de l'échec de la formation actuelle des enseignants est le désintérêt des Hautes écoles pédagogiques à la formation pratique.

Les délégués et hôtes UDC ont discuté et approuvé un catalogue d'exigences pour la formation pratique des enseignants lors du congrès spécial le 24 mars dernier à Ebnet-Kappel.



Le président du parti Toni Brunner - ici avec le député saint-gallois Michael Götte - a eu l'honneur de saluer les délégués et hôtes dans son fief d'Ebnet-Kappel dans le Toggenburg.



Environ 300 hôtes et délégués ont trouvé le chemin d'Ebnet-Kappel. Après des exposés intéressants et une discussion animée, ils ont approuvé un catalogue d'exigences (voir la page de droite).



Le conseiller d'Etat Stephan Schleiss est le directeur de la formation du canton de Zoug.

Le rôle des enseignants et des élèves



L'ancien conseiller national Ulrich Schlier entouré de la conseillère nationale Nadja Pieren, de Sarah Bösch (membre de la commission de la formation UDC) et de Daniel Eichenberger, collaborateur scientifique de l'UDC Suisse



Le conseiller fédéral Ueli Maurer était également de la partie. Il a insisté sur l'importance de la formation pour notre pays.

Congrès spécial de l'UDC Suisse de samedi, 24 mars 2012 à Ebnet-Kappel (SG)

L'école primaire doit doter les élèves d'aptitudes et de connaissances leur permettant de suivre avec succès une formation professionnelle et d'assumer ensuite la responsabilité de leur vie. L'UDC Suisse exige donc une formation plus proche de la pratique des enseignants de l'école primaire ainsi qu'une collaboration plus étroite entre les parents, l'école et l'économie.

1. Volonté à l'effort, responsabilité individuelle, endurance, discipline et ordre, de même que ponctualité et politesse, voilà les conditions indispensables à l'achèvement d'une formation professionnelle et au succès ultérieur dans la vie professionnelle. En revanche, la responsabilité de l'éducation des enfants et des jeunes appartient aux parents. Ce qui compte pour le succès de la formation, c'est la qualité des enseignants.

2. L'objectif central de la formation des enseignants doit être l'aptitude à conduire une classe: l'enseignant assume une fonction de conduite et de modèle à laquelle il doit être préparé par une formation pratique et par l'expérience professionnelle des mentors qui l'accompagnent. La formation universitaire dispensée par les Hautes écoles pédagogiques n'a réussi ni à assurer une relève suffisante d'enseignants, ni à préparer efficacement les candidats enseignants à leur futur profession. La formation des enseignants doit donc être axée sur les maîtres de classe et les "praticiens généralistes". Dans son document intitulé "L'apprentissage d'enseignant", l'UDC propose une alternative par rapport à la formation actuelle des enseignants.

3. Il faut, à l'école primaire, encourager à nouveau les engagements à plein temps et veiller à un équilibre des sexes dans le corps enseignant.

4. Les élèves de l'école primaire doivent être préparés à une vie indépendante, à leur entrée dans la vie professionnelle et à l'exercice de leur futur métier. L'enseignement doit prendre en compte les besoins et les exigences de l'économie et communiquer les connaissances préalables nécessaires à l'entrée en apprentissage. L'école primaire doit tout dispenser les compétences-clés.

5. L'UDC exige le maintien et le renforcement du système dual axé sur la pratique qui comprend un apprentissage dans l'entreprise et une formation complémentaire à l'école professionnelle.

6. Les matières enseignées dans les filières de formation des écoles professionnelles doivent être définies en dialogue avec les entreprises et les organisations. Voilà la seule manière de tenir compte des besoins changeants du monde professionnel.

7. La volonté de faire des efforts et de réaliser des performances doit être davantage encouragée aussi bien à l'école que dans l'apprentissage professionnel par des mécanismes d'incitation et de sanction adéquats.

entreprises et les organisations, possibilités de formation et de avantages d'une formation

de formation moins axées sur la sur la pratique afin d'encourager les travaux manuels.

ence à une formation excessivement professionnelle (par exemple, des les sages-femmes et les jardinières formation doit être basée sur un sur la pratique.

frant une formation scolaire et doivent pas être défavorisés par rapport

gentes face au développement que dans le monde entier, face à la mobilité de jeunes provenant d'autres pays et efforts et de réaliser des performances. oguer avec l'économie, les enseignants tonaux de l'instruction publique pour ettant de renforcer l'apprentissage enseignants.



Téléchargez sur www.udc.ch notre document de fond « Apprentissage d'enseignant au lieu de Hautes écoles pédagogiques ».

Vous trouverez également sur Internet le catalogue d'exigences (ici à gauche) sur la formation pratique tel qu'il a été approuvé lors du congrès spécial de l'UDC.

Enseignants



8 Initiative populaire

Préservons notre or !

Des États désespérément endettés font faillite. Des monnaies d'échange internationales sont prises dans des turbulences. On ficèle – ou plutôt on bricole – des « plans de sauvetage » avec, au bas mot, plus d'un milliard (€ 1'000'000'000'000) d'euros créés à partir de rien.



par Andrea Geissbühler, conseillère nationale, Herrenschwanden (BE)

Néanmoins, les marchés financiers restent extrêmement stables. Et personne ou presque ne parvient plus à saisir l'ensemble des tenants et aboutissants de cette crise monétaire mondiale.

Cependant, chacun se pose la question: la sécurité de ma retraite ne dépend-elle pas de la stabilité de la monnaie? Mes économies, ma caisse de pension, n'ont-elles pas besoin d'un franc stable pour conserver leur valeur ?

Quelles mesures faut-il donc prendre pour que le franc suisse ne soit pas lui aussi empêtré dans la mélasse de l'endettement ?

Une monnaie est stable lorsqu'elle repose sur un fondement sûr, apte à

préserver la valeur. Le franc doit en grande partie sa longue stabilité à l'or, dont la valeur reste stable. Il y a lieu de prendre soin de cet or.

Ventes d'or irréflechies

Ces douze dernières années, la Banque nationale suisse a cependant vendu un total de 1'550 tonnes d'or, donc plus de la moitié de ses réserves précipitamment déclarées « superflues », à des prix frisant le ridicule : elle a obtenu en moyenne 16'000 francs par kilo. Aujourd'hui, le kilo d'or se négocie autour de 50'000 francs. Si elle possédait aujourd'hui encore ces 1'550 tonnes d'or vendues à la légère, son bilan serait supérieur de 55 milliards de francs.

Or suisse aux USA

Une autre incertitude pèse sur les réserves d'or de la BNS : une grande partie de l'or suisse (la Banque nationale garde le secret sur la quantité exacte) est entreposée aux USA. Dans le pays, qui exerce sur nous un véritable chantage avec ses exigences fiscales, parce que même les grands États-Unis se trouvent aujourd'hui au bord de la faillite. Il est grand temps de rapatrier

sans plus attendre les réserves d'or suisse stockées aux USA.

Les revendications de l'initiative

L'initiative sur l'or exige trois choses: elle interdit premièrement toute nouvelle vente d'or. Deuxièmement, l'initiative demande de récupérer toutes les parties des réserves de la Banque nationale encore stockées à l'étranger. Et troisièmement, l'initiative sur l'or exige que la BNS détienne en tout temps au moins vingt pour cent de ses actifs en or.

Le franc suisse conserve ainsi un fondement sain et à même de préserver sa valeur, ce qui est indispensable pour la stabilité du franc suisse et pour que les rentes, les expectatives des caisses de pension, l'épargne et les avoirs bancaires ne soient pas froidement privés de toute valeur.

Les réserves d'or sont la fortune du peuple. Il appartient au peuple de veiller à ce que les réserves d'or de la Suisse restent en Suisse. C'est à cette fin que l'initiative sur l'or a été lancée.

Vous aussi, signez l'initiative sur l'or!

Voici ce qu'exige l'initiative: «Sauvez l'or de la Suisse»

- ▶ stopper les ventes d'or!
- ▶ rapatrier en Suisse tout l'or de la Banque nationale stocké à l'étranger!
- ▶ la Banque nationale suisse doit détenir au moins 20% de ses actifs sous forme d'or!



Signez maintenant...

Afin que la fortune du peuple ne soit pas dilapidée!

www.initiative-or.ch

Le diable se cache dans les détails

Insuffisamment mûrie, nuisible à l'économie, préjudiciable aux régions touristiques ! Bien que l'initiative sur les résidences secondaires ait rencontré un écho favorable auprès de la population et prétende vouloir protéger le paysage, lorsqu'il s'agira d'appliquer cet article à formulation vague, l'ensemble risque de pencher vers le contraire de l'intention initiale.



par Christoph Neuhaus, conseiller d'Etat, Belp (BE)

Le peuple et les cantons ont dit oui de justesse à l'initiative sur les résidences secondaires le 11 mars 2012. C'est tout ce qui semble clair pour le moment. On le voit désormais nettement dans les travaux entamés en vue de l'application du nouvel article de la Constitution fédérale.

Le manège a déjà commencé le dimanche des votations.

Auparavant, les initiants avaient certes affirmé à plusieurs reprises que tous les permis de construire délivrés à partir du 1er janvier 2013 seraient nuls mais que l'on pourrait encore construire jusque-là. La première affirmation correspond à ce qui est écrit dans les dispositions transitoires. La seconde, ils ne veulent plus en entendre parler. Les initiants ont sur ce point reçu l'appui incompréhensible de la conseillère fédérale compétente, qui a déclaré, d'un ton profondément convaincu, que l'arrêt des délivrances de permis de construire dès le 11 mars était un fait accompli.

Bien que de nombreux spécialistes du droit public aient depuis lors expli-

qué que le jour déterminant était le 1er janvier 2013, tout porte à croire que le Conseil fédéral campe sur cette position prise hâtivement. La question devra probablement se régler devant les tribunaux. **En tant que magistrat, on apprécierait que le Conseil fédéral tranche pour une fois en faveur de ses propres cantons plutôt que de ne faire des concessions que vis-à-vis de l'étranger ...**

Ce n'est pas tout. L'incertitude règne sur le cœur même de l'initiative, à savoir la définition de la résidence secondaire. S'agit-il de tous les appartements utilisés provisoirement ? Les cabanes d'alpage, les résidences pour étudiants ou même les appartements des conseillers

primée ; or c'est précisément sur celle-ci que les initiants comptent se baser. Et l'expérience des pays voisins montre qu'un véritable appareil administratif est nécessaire pour surveiller de telles restrictions. Voulons-nous vraiment davantage de bureaucratie ? Sonner aux portes en pleine nuit pour constater, thermomètre en main, s'il s'agit d'un lit chaud ou au contraire d'un lit froid, interdit ? Voir imposer aux contrevenants une vente aux enchères forcée de leur résidence secondaire, comme l'envisagent nos voisins Autrichiens ?

Alors qu'il était encore question, avant la votation, de prévoir différentes exceptions, les initiants font à présent la sourde oreille. La promesse émise durant la campagne selon laquelle les régions à structures faibles feraient exception à cette norme est ainsi rompue. Les cantons dépendant du tourisme, dont la création de valeur est inférieure à la moyenne, verront leur marge de manœuvre encore plus restreinte. Il y a aussi lieu de s'attendre à ce que la demande se reporte des communes au-dessus du seuil de 20 % vers celles où l'on peut encore construire. En effet, l'offre sera réduite mais les acheteurs potentiels sont toujours aussi nombreux.

Le mitage se poursuivra donc de plus belle. On détruira des milliards, parce que l'utilisation des appartements construits sous l'ancien droit sera restreinte. Il ne s'agit là que de quelques-unes des raisons pour lesquelles les cantons de montagne s'opposent fermement à une telle application de cette initiative, avec l'appui du canton de Berne.

“La promesse émise durant la campagne selon laquelle les régions à structures faibles feraient exception à cette norme est ainsi rompue.”

fédéraux à Berne seraient alors concernés, parce que les ministres fédéraux ont toujours leurs papiers dans leur canton d'origine.

Dans ce cas, même des villes dépasseraient la barre des 20 % et devraient créer un arrêt des constructions malgré la forte demande de logements. Comment gérer tout cela ? Dans le cadre de l'harmonisation en cours des termes de la construction entre les cantons, la notion de surface brute de plancher est sup-



Plus pour votre argent
www.kia.ch

LES 4x4 SIGNÉS KIA: ATTRAYANTS & MODERNES. SPORTAGE & SORENTO



BONUS DE PRINTEMPS

CHF

4 777.-*

* Action valable dans la limite des stocks disponibles, immatriculation jusqu'au 30.6.2012

SPORTAGE

2.0 L CVVT 163 ch dès CHF 33 950.-
2.0 L CRDi 184 ch dès CHF 39 750.-

également disponibles avec
boîte automatique à 6 rapports
Charge tractée 2 000 kg



H/S Foreh



SORENTO

2.4 L CVVT 174 ch dès CHF 41 950.-
2.2 L CRDi 197 ch dès CHF 47 950.-

disponibles aux choix avec boîte manuelle à 6 vitesses
ou automatique à 6 rapports et en version 7 places
Charge tractée 2 500 kg

BONUS DE PRINTEMPS

CHF

7 777.-*



NEW PICANTO
dès CHF 14 650.-



NEW RIO
dès CHF 19 990.-



SOUL
dès CHF 22 550.-



VENGA
dès CHF 20 990.-



CEE'D
dès CHF 20 990.-



CEE'D SW
dès CHF 21 990.-



CARENIS
dès CHF 29 450.-



CARNIVAL
dès CHF 40 950.-

Consommation mixte l/100 km (catégorie de rendement énergétique, CO₂ g/km) - moyenne de tous les véhicules neufs 159 g/km -
Sportage 2.0 L CVVT man./aut. 7,6/8,2 (E/F, 181/195), 2.0 L CRDi man./aut. 6,0/7,1 (C/E, 156/187) - Euro 5.
Sorento 2.4 L CVVT man./aut. 8,7/8,8 (F/F, 208/209), 2.2 L CRDi man./aut. 6,6/7,4 (C/E, 174/194) - Euro 5.
7 ans de garantie d'usine. Prix nets recommandés, TVA incluse.



KIA Motors SA
5745 Safenwil
062 788 88 99

Moins d'impôts – Plus de propriétés

Le 17 juin, l'initiative populaire « Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement » de l'Association des propriétaires fonciers passera devant le peuple. N'avons-nous pas déjà voté à ce sujet ? Pas tout-à-fait. Contrairement à l'initiative rejetée de justesse au mois de mars, il s'agit d'une proposition plus modérée et plus mûre.



par Lukas Reimann, conseiller national, Wil(SG)

Voici comment fonctionne l'épargne-logement : le montant annuel versé sur un compte d'épargne-logement peut être déduit du revenu imposable. Celui qui épargne en vue de l'acquisition d'un logement doit donc payer moins d'impôts et peut donc faire davantage d'économies. La déduction de 15'000 francs pour l'épargne logement critiquée en mars car considérée excessive ne s'élève dans cette initiative plus qu'à Fr. 10'000 au maximum par personne et par an pendant 10 ans. Cette variante devrait permettre de réunir une majorité permettant d'introduire en Suisse le modèle à succès de l'épargne-logement et ainsi d'accroître la part de propriétaires.

La Suisse présente aujourd'hui l'un des taux de propriétaires les plus bas en comparaison internationale. Dans certains des pays qui nous entourent, la part des personnes habitant un chez-soi dépasse 80 %, alors que chez nous elle atteint à peine 39 %. Des sondages montrent clairement qu'une grande majorité des Suissesses et des Suisses rêvent d'acquérir leur propre logement. Le rêve butte néanmoins pour de nombreuses jeunes familles sur le montant des fonds propres requis. Grâce à l'épargne-logement, un nombre bien

plus important de personnes pourra réaliser son rêve de devenir propriétaire que ce n'est le cas aujourd'hui.

L'argent de l'épargne-logement est avant tout conçu pour permettre d'acquérir des logements existants. Il ne s'agit par conséquent pas simplement de construire de nouveaux logements, puisque les locataires actuels habitent déjà des appartements ou des maisons loués. Ce qu'il est nécessaire de faire pour empêcher le bétonnage croissant de la Suisse, c'est limiter l'immigration.

L'affirmation selon laquelle l'épargne-logement ne profiterait qu'aux riches est erronée. L'expérience faite avec l'épargne-logement dans le canton de Bâle-Campagne montre en outre qu'elle s'adresse avant tout aux ménages dit « seuils », dont le revenu brut se situe entre Fr. 60'000.- et 100'000.-. 44 % des personnes en ayant bénéficié dans le canton de Bâle sont de jeunes familles avec enfants. Près de 36 % des ménages de locataires en Suisse font partie de cette catégorie de revenus selon l'Office fédéral de la statistique. Cela signifie qu'environ 1,2 million de ménages suisses sont des ménages à revenus moyens susceptibles d'avoir recours à l'épargne-logement.

Ces chiffres montrent que c'est très clairement la classe moyenne étendue qui profiterait d'un OUI à l'initiative populaire « Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement ». L'épargne-lo-



gement est un moyen très avantageux et hautement efficace de faire avancer l'encouragement à la propriété du logement, une nécessité absolue. C'est justement grâce à l'épargne-logement que la classe moyenne étendue, en particulier les jeunes adultes et les jeunes familles, auraient une chance de réaliser le rêve d'accéder à la propriété.

L'initiative apportera de surcroît de nouvelles commandes pour les PME et les artisans, créant ainsi des places de travail dans le pays. Elle met par ailleurs en place un système incitant à épargner et à se constituer une fortune individuelle plutôt qu'à s'endetter. La charge fiscale pour la classe moyenne peut être abaissée. **Moins d'impôts, plus de propriété: ce projet mérite clairement un Oui !**



«La promotion de la propriété du logement est vraiment nécessaire»

Hans Egloff, conseil national udc, Zurich

Comité « Oui à l'épargne-logement », case postale 5607,
1002 Lausanne / case postale 1265, 1211 Genève 1



17 juin
OUI
L'ÉPARGNE-LOGEMENT

www.epargne-logement-oui.ch

STADLER
Une voie marquée de bonnes solutions

Pour que le train soit un plaisir.



Stadler Rail Group

Ernst-Stadler-Strasse 1 | CH-9565 Bussnang, Schweiz | Telefon +41 (0)71 626 21 20 | stadler.rail@stadlerail.com | www.stadlerail.com

La responsabilité solidaire doit être rejetée

L'un des principaux points forts de la place industrielle suisse est son système économique libéral et son marché du travail flexible. Les conditions-cadres conçues de manière relativement libérale en comparaison internationale sont l'une des raisons pour lesquelles de nombreuses entreprises se sont établies en Suisse ou ont choisi de demeurer sur la place économique suisse, malgré les charges salariales et d'exploitation élevées. Réduire son attrait par des mesures d'accompagnement supplémentaires entraînerait une perte de prospérité et de places de travail.

par Peter Spuhler, conseiller national

Ce que la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER) a décidé en mars concernant la forme des mesures d'accompagnement à la libre-circulation des personnes représente une sérieuse menace pour la flexibilité du marché du travail suisse. Contre la volonté de l'UDC, la Commission a décidé de renforcer encore les mesures d'accompagnement. Du point de vue de l'UDC, rien ne s'oppose à l'introduction d'une obligation de documentation visant à lutter

contre les abus du statut d'indépendant. Néanmoins, la responsabilité solidaire, décidée de manière inattendue, va décidément trop loin et constitue une catastrophe pour les PME suisses.

À l'introduction de la libre circulation des personnes, des craintes de pression sur les salaires ont d'emblée été ressenties au sein de la population. Une certaine protection est donc justifiée. Il est toutefois inimaginable d'isoler la Suisse sur le plan salarial sous couvert de libre-circulation des personnes alors même que les cercles qui le demandent exigent, sous couvert de protection des consommateurs, des prix à la consommation toujours plus bas. L'équilibre entre ces intérêts n'est pas facile à trouver. L'UDC soutient elle aussi les mécanismes de protection jusqu'à un certain point.

Mais trop, c'est trop. La responsabilité solidaire décidée par la CER va trop loin. Que les entrepreneurs répondent solidairement avec les sous-traitants auxquels ils font appel est radicalement anti-PME et causera bien davantage de dommages que cela n'arrangera les choses. À travers la responsabilité solidaire, les entreprises devraient à l'avenir pouvoir être appe-

lées à répondre du non-respect par leurs sous-traitants des exigences minimales relatives aux salaires et aux conditions de travail. **Concrètement, cela signifie qu'une entreprise de la construction de petite ou moyenne taille qui engage un sous-traitant pour des travaux déterminés devra répondre solidairement du comportement correct de ce sous-traitant, qui peut être une entreprise nettement plus grande.** C'est non seulement illusoire, parce qu'il n'existe aucune possibilité d'examiner de telles entreprises à la loupe jusque dans les moindres détails mais aussi nuisible à un autre égard : les banques créditrices devraient réagir par un abaissement des limites de crédit ou en exigeant des sûretés supplémentaires pour les risques accrus.

Cela aura pour conséquence que les PME subiront une pression supplémentaire en lien avec le financement de leurs crédits. Il est tout de même impensable qu'un entrepreneur doive assumer non seulement ses propres risques mais aussi les risques financiers de ses sous-traitants, lorsque ces derniers sont plus grands que lui. Il y a donc lieu de craindre que la responsabilité solidaire entraîne une pénurie de crédits pour les PME et restreigne leur flexibilité financière.

L'Union suisse des arts et métiers est donc appelée à prendre des mesures correctrices, afin de préserver les avantages et les emplois du site suisse.



Le conseiller national Peter Spuhler dirige avec succès l'entreprise Stadler Rail Group. En tant que chef de terrain, il visite fréquemment ses collaborateurs.

14 Shop UDC



Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58
58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch. Décou-
vrez notre journal en ligne sur www.udc.ch

Votations du 17 juin 2012

Commandez dès à présent le ma-
tériel de campagne en faveur du
Oui à l'épargne-logement et en
faveur du **Oui aux traités inter-
nationaux** devant le peuple (voir
derrière page).

Ecrivez-nous **gs@svp.ch** afin
de recevoir le bulletin de com-
mande ou appelez-nous au **031
300 58 58**.

Affiches, flyers, argumentaires et
divers gadgets composent la pa-
noplée du matériel disponible.

Impressum

Tirage:	5'000 exemplaires	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Périodicité:	mensuelle	Crédit photo:	UDC Suisse, ZEM, Chancellerie fédérale
Collaborateurs:	Kevin Grangier	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non- membres.		



Combat contre un centre de requérants d'asile

Depuis plusieurs mois, les autorités et les politiciens de gauche tentent d'imposer l'ouverture de centre pour requérants d'asile. La population n'a rien à dire à ce sujet. Le cas de Bettwil a fait les gros titres à plusieurs reprises. Dans le canton de Soleure, à Laupersdorf, les citoyens se sont également mobilisés et ont combattu le centre de requérants planifié par les autorités. par Beat Künzli, conseiller communal

Contre la volonté du gouvernement cantonal, des autorités cantonales et de la majorité des conseils communaux et municipaux, le peuple, par la voix de l'assemblée des citoyens, a opposé au projet « Asyldurchgangszentrum Hellchöpfli » une fin de non-recevoir. Les exécutifs concernés, de Gomm (SO) et de Käser (BE), tablaient à l'origine sur une faible opposition de la population. Ils ont ce faisant une fois de plus ignoré la population de Thal, directement concernée.

Parce que notre fraction UDC était la seule à défendre ce point de vue au Conseil communal, j'ai fondé un comité régional interpartis des « habitantes et habi-



Beat Künzli, conseiller communal UDC Laupersdorf.

Fondateur et président du comité victorieux « Besorgter Thalerinnen und Thaler ».

tants de Thal inquiets». C'est uniquement grâce à la pression que nous avons exercée que s'est tenue une séance d'information publique. Il est alors rapidement apparu que les craintes et les incertitudes mais aussi l'irritation face à la politique d'asile catastrophique et aux coûts énormes du projet ne pourraient pas être dissipés par les belles paroles du gouvernement et des autorités. Dans un second temps, nous sommes parvenus, contre la volonté des dirigeants du PLR et du PDC, à imposer que la décision relative à l'ouverture de la route d'accès soit prise non par le conseil municipal à dominance PDC mais par l'assemblée communale. Pour informer les citoyens, nous avons publié dans une grande annonce des données importantes relatives au centre pour requérants d'asile. Les critiques formulées dans le courrier des lecteurs n'ont pas non plus raté leur cible. Ainsi, au cours d'une assemblée historique mais aussi émotionnelle réunissant près de 120 citoyens et de nombreux intéressés, l'accès au Hellchöpfli a été refusé à une proportion de 2 contre 1, empêchant la mise en exploitation du

centre d'hébergement.

L'exemple de Laupersdorf montre qu'en s'organisant correctement, nous autres citoyens pouvons nous défendre contre le pouvoir excessif des autorités politiques. Un tel résultat incite à poursuivre le combat.



Source: blick.ch
Le 3 avril, les médias ont commenté l'opposition des citoyens de Laupersdorf. L'UDC salue un tel courage civique.

Si les autorités planifiaient l'ouverture d'un centre de requérants dans votre commune, feriez-vous la même chose que Beat Künzli?

- ☐ Oui, clairement
- ☐ Non, je ne pense pas
- ☐ Je ne le sais pas

Répondez à notre sondage en ligne sur www.udc.ch

Mettons un terme à cette folie



Folie de l'UE pour les gardiennes d'enfants: grillage antimouches devant la fenêtre, tenir des archives d'étiquettes de denrées alimentaires, remplacer les planchers en bois

La bureaucratie de l'UE fourre son nez partout chez les gardiennes d'enfants. Le contrôleur des denrées alimentaires s'immisce dans la cuisine privée, des grillages antimouches doivent être installés à la fenêtre, les planchers en bois doivent être remplacés à cause de la poussière dans les recoins, les étiquettes de denrées alimentaires et les tickets de caisse doivent être archivés des semaines durant, la température du réfrigérateur doit être documentée ...

Suivez la folie quotidienne de l'UE sur www.accords-internationaux.ch

17 juin 2012

**aux accords internationaux:
la parole au peuple!**

**Votez
Oui**

Nous vous enverrons volontiers les documents souhaités

☐ ex. affiches grand format F4 (89,5 cm x 128 cm)

☐ ex. affiche format moyen A1 (59,4 cm x 84,1 cm)

☐ ex. affiche petit format A3 (29,7 cm x 42 cm)

☐ ex. lot de cartes postales (4 cartes postales)

☐ ex. prospectus de votation A5

☐ ex. lollipop («give-away»)

Nom: _____

Prénom: _____

Rue: _____

NPA, localité: _____

Téléphone / fax: _____

E-mail: _____

Date: _____

Signature: _____

Conseils pour l'affichage: les emplacements appropriés sont les terrains privés, les maisons privées, les constructions industrielles et les locaux situés sur des rues et places bien fréquentées (appliquer les affiches si possible en hauteur -> protection contre le vandalisme politique!).

Prière de retourner au plus vite à: ASIN, Case postale 669, 3000 Berne 31 ou fax 031 356 27 28